



PAS-DE-CALAIS HABITAT
Office Public de l'Habitat

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU

SEANCE DU 01 JUILLET 2022

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Mesdames AIT-CHIKHEBBIH, DUHEN
Messieurs LEROY, MELICK, MALFAIT

Excusée : Madame ROSSIGNOL

Demande d'autorisation à ester en justice
Affaire [REDACTED]

Direction Politiques client et Solidarités
Rapporteur Bruno Duval

Madame [REDACTED] est locataire d'un logement situé à [REDACTED]
[REDACTED] suivant bail ayant pris effet le 24 novembre 2020.

Madame [REDACTED] est auteure de troubles de voisinage depuis plusieurs mois. Les faits ont été relatés par des attestations transmises par des locataires. Un dépôt de plainte pour dégradation du portail du parking souterrain appartenant à Pas-de-Calais habitat a été réalisé. Les services de l'ordre se sont déplacés à plusieurs reprises et ont pu constater des disputes et des tapages nocturnes.

Une rixe a eu lieu le 22 mai 2022 dans la cour intérieure de la résidence mettant en cause le compagnon de Madame [REDACTED]. Les images de vidéo-protection ont été exploitées par le service de la sécurité de quartiers sur réquisition des services de police.

Madame [REDACTED] a été destinataire d'une sommation de cesser les troubles et d'user paisiblement de son logement conformément aux termes de son bail.

Des témoignages ont été reçus par voie d'huissier de justice. Et un procès-verbal de recueil de vidéos a été dressé.

Pour autant, Madame [REDACTED] n'a pas adopté un comportement approprié.

En conséquence, l'office souhaite agir en justice afin de demander au tribunal la résiliation du bail pour manquements graves aux obligations du preneur.

Vu les dispositions des articles R. 421-16 et R. 421-18 du Code de la construction et de l'habitation,

Vu la délibération adoptée par le Conseil d'administration le 19 juin 2015 délégrant au Bureau le pouvoir d'autoriser le Directeur général à ester en justice au nom de l'office,

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ autorisent le Directeur général à représenter l'office devant le juge des contentieux de la protection près le tribunal judiciaire d'ARRAS dans le cadre du litige qui l'oppose à Madame [REDACTED] et à régulariser tous les actes de procédure à cette fin,
- ✓ autorisent en tant que nécessaire, la régularisation de toute action en justice devant toute juridiction compétente au besoin devant la juridiction d'appel, la Cour de cassation ou le Conseil d'Etat à l'effet de faire valoir les droits de l'office dans le cadre de ce litige.

Décision adoptée à l'unanimité.